



2022 Global Meeting of the Emerging Markets Forum

Navigating in a Fast Moving and Turbulent World

16-18 May 2022, Banque de France-Marriott Opera Ambassador, Paris

**"Agriculture, Climate Change, and
Technology"**

**Remarks by Nialé Kaba
Minister of Planning and Development of
Côte d'Ivoire**



FORUM DES MARCHES EMERGEN

INTERVENTION DE MADAME NIALE KABA, MINISTRE
DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

**PANEL SUR LA THEMATIQUE : Agriculture, Changement Climatique et
Technologie**

**Monsieur le Modérateur,
Monsieur le Conférencier,
Madame et Messieurs les Panélistes,
Mesdames et Messieurs,
Distingués Participants,**

Je voudrais tout d'abord remercier les organisateurs de cette conférence pour l'honneur fait à la Côte d'Ivoire et à ma modeste personne, en nous associant à ce forum de haut niveau.

Je voudrais saisir cette occasion pour saluer les auteurs du livre sur **la vision 2060, opportunités et risques pour les marchés émergents**.

Les défis énoncés dans le chapitre sur **l'agriculture, le changement climatique et la technologie** sont conformes à ceux auxquels font face les pays du continent africain. En effet, la crise Russo-Ukrainienne affecte des millions de personnes, et constitue un grave choc, notamment sur l'agriculture et pose la problématique de la sécurité alimentaire sur le continent africain. Cette crise a pour conséquence, une hausse significative des prix des denrées alimentaires de grande consommation et des produits vivriers.

Comme indiqué hier par **SEM Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire**, la crise ukrainienne, a entraîné une augmentation des prix des produits des produits alimentaires et du carburant avec ses conséquences sur l'économie et les finances. Pour y faire face, il a recommandé un soutien rapide aux pays africains pour une relance économique et la réduction de la pauvreté, à travers, notamment, une flexibilité sur les seuils des déficits budgétaires pour permettre de faire face aux vastes programmes d'investissements sociaux, une meilleure gestion des économies et un appui plus important de la communauté internationale par une augmentation de l'allocation des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du FMI, de l'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque Mondiale et du Groupe des vingt (G20) en faveur du continent africain.

De façon plus spécifique,

- Par exemple, la forte augmentation des prix des engrais et des herbicides impacte négativement la rentabilité des exploitations. **En Côte d'Ivoire, le prix du sac d'engrais de 50 kg de NPK et celui de l'herbicide se sont accrus de 100% entre fin 2020 et début 2022. Celui de l'urée s'est quant à lui accru de 133% sur la période.**
- Cette crise vient exacerber les défis liés au changement climatique qui se manifeste par à l'augmentation des températures à la baisse et la forte variabilité de la pluviométrie, au

décalage des saisons avec des saisons sèches de plus en plus longues. Cela a pour conséquence à la détérioration des écosystèmes naturels (la faune et la flore), à la dégradation des sols. Dans le cas de la CI, il faut y ajouter la déforestation accélérée, Ces défis accentuent la baisse des rendements et affectent la compétitivité du secteur agricole.

- Que ce soit en Côte d'Ivoire ou sur l'ensemble du continent les trois groupes de solutions proposées sont pertinentes.

Toutefois, je voudrais faire les suggestions suivantes :

- Si l'on veut développer les chaînes de valeurs agricoles et industrielles, il convient de sécuriser le foncier et le rendre accessible, en particulier pour les petits fermiers et moderniser leurs exploitations ;
- Par ailleurs, le continent fait face à des défis sécuritaires, en particulier le terrorisme au Sahel, les fragilités transfrontalières et les déplacements de population avec pour conséquence la baisse de la production agricole ;
- Il est nécessaire d'entreprendre des investissements adaptés dans l'agriculture, notamment le renforcement des capacités de recherches, la mécanisation, l'innovation des techniques de production et de maîtrise de l'eau et la digitalisation de l'agriculture depuis les questions e-services (prévisions météo, conseil agricole, la disponibilité des intrants, paiements numériques facteurs, les plateformes informatisées de financements, etc) ;
- la crise peut constituer une opportunité d'explorer les potentialités économiques de certains produits agricoles. Par exemple, renforcer la production locale de maïs et de manioc pour leurs intégrations dans la farine boulangère et;
- mettre en accent sur la transformation locale de nos produits pour leur donner plus de valeur ajoutée comme indiqué par le Président Ouattara hier.

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire :

Afin de préserver le pouvoir d'achat des populations face à la flambée des prix, le gouvernement a pris les mesures suivantes :

- accentuer les transferts monétaires en direction des plus faibles. Ces mesures ont permis une augmentation du nombre de ménages du programme des filets sociaux productifs, de 52 000 en 2019 à 227 000 à fin 2020 et projeté à 300 000 ménages en 2025 ;
- les mesures de soutien aux entreprises et à l'économie dans son ensemble ;
- le plafonnement des prix de 21 produits dont des produits de grande consommation pour une période de trois mois tant à la production qu'à la distribution ;
- Institution d'une autorisation préalable à l'exportation de tout produit vivrier à destination de l'étranger et;
- Définition de normes sur certains produits qui intègrent davantage de produits locaux, en particulier les pains composés avec la farine de maïs et du manioc.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'intégration de l'agriculture dans les priorités de développement, il convient de noter que :

- L'agriculture continue d'être un secteur moteur de l'économie, avec une contribution de 24% au produit intérieur brut. Ce secteur emploie 2/3 de la population active et contribue à hauteur de 70% aux recettes d'exportation.
- Ce poids important de l'agriculture dans l'économie ivoirienne est attribuable en grande partie aux cultures de rente.

- En effet, la Côte d'Ivoire est classée dans le peloton de tête : 1^{er} producteur mondial de cacao, de noix de cajou et de noix de cola ; 1^{er} producteur africain d'hévéa ; 2^{ème} producteur africain de palmier à huile, 3^{ème} producteur africain de café et de coton ; etc.
- le Gouvernement, sous le leadership du **Président Alassane OUATTARA**, a entrepris d'importantes réformes et des investissements massifs dans le secteur agricole pour mieux exploiter le potentiel agricole du pays et promouvoir des chaînes de valeurs durables. Les réformes et actions sont mise en œuvre à travers le Programme National d'Investissement Agricole de Deuxième Génération 2018-2025 (PNIA 2) et le Plan National de Développement 2021-2025.
- Pour la mise en œuvre de ce PNIA 2, les mobilisations réalisées se chiffrent à environ **1 799,79 milliards F CFA** intentions d'investissements sur **2 400 milliards FCFA** pour la phase 2018-2021, soit un taux de mobilisation de 75%.
- Il s'agit de financement public qui doit servir de levier ou de catalyseur pour le secteur privé. Ces financements sont orientés vers :
 - le développement et l'amélioration des facteurs de production (Aménagement hydroagricole, développement et diffusion d'innovation résiliente,) ;
 - des infrastructures marchandes (pistes rurales, infrastructures de commercialisation, de stockage, ...) et;
 - des infrastructures de transformation (zones de transformation, hub de transformation, Marchés de gros ou agricensers,...).
- Au total, l'ambition du Gouvernement Ivoirien est d'aller plus loin dans la transformation locale des matières premières (cacao, anacarde, produits miniers), un renforcement de la production vivrière et une gestion durable des effets négatifs du changement climatique.
- L'organisation de la COP15 à Abidjan s'inscrit dans cette dynamique avec l'adoption du legacy programme pour partager l'expérience de la Côte d'Ivoire.

Merci pour votre aimable attention.